



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

DIALOGUE SOCIAL CONTRE URGENCE SOCIALE

Au moment où se concrétise la suppression de dizaines de milliers d'emplois, le gouvernement « prend le temps du dialogue social ».

En fait de dialogue, c'est l'affrontement social qui est à l'ordre du jour. Le MEDEF ne s'y trompe pas. Il propose la libéralisation du contrat de travail avec CDI avec de moindres droits, « les ruptures conventionnelles » collectives c'est-à-dire la perte de toute possibilité de contestation des licenciements économiques, les accords de compétitivité permettant la réduction du salaire, l'augmentation du temps de travail, la perte de jours de congés ou de temps de pause sans accord du salarié. Toujours plus exigeant en matière de rentabilité et de profitabilité, le patronat voudrait imposer la « flexisécurité », c'est-à-dire une intensification du travail, avec des horaires dépendant des carnets de commandes immédiats au détriment de la santé au travail et le non-paiement des heures supplémentaires ou des week-ends travaillés.

L'Etat-employeur n'est pas en reste. Blocage des salaires, non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois hors secteurs dits préservés (éducation, police, justice), maintien des suppressions de postes à l'hôpital et dans toute la fonction publique territoriale sont à son programme.

Pour financer la protection sociale, les retraites, les solutions sont les mêmes que celles de tous les gouvernements qui renoncent à annuler la dette publique: prélèvements supplémentaires au travers d'une hausse de la CSG ou des impôts.

Pour les employeurs, les obligations se limiteront à de vagues négociations sur l'égalité homme-femme, l'emploi des jeunes ou la formation.

Malheureusement la plupart des organisations syndicales acceptent de participer à cette imposture. Dans les manifestations, nous crions: « *ce n'est pas à Matignon, qu'on obtiendra satisfaction* », car nous ne pensons pas que salariéEs, retraitéEs, chômeur/ euses, jeunes aient des intérêts communs avec les patrons.

De même, il faut s'opposer clairement à une politique gouvernementale dont les premiers actes ne marquent pas de rupture avec tous les gouvernements qui acceptent la dictature de la finance et du patronat: hausse insignifiante du SMIC, blocage des salaires des fonctionnaires, poursuite de la politique à l'encontre des immigréEs, etc. L'urgence sociale appelle une toute autre politique. L'interdiction des licenciements, le retour à la retraite à 60 ans pour tous, la réduction du temps de travail, l'obligation réelle d'égalité homme-femme, le relèvement de tous les revenus à 1700€ minimum, ne se négocieront pas avec le MEDEF, ni dans les bureaux de Montebourg ou de Moscovici. Ceux de PSA, de SFR, de Carrefour, et les 80000 salariéEs dont les licenciements sont d'ores et déjà annoncés ne peuvent attendre le bilan promis par Hollande dans un an. La responsabilité des organisations syndicales ce n'est pas le dialogue social, c'est d'organiser la mobilisation, la coordination des luttes, dès maintenant.

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :